**LE CAMEROUN AU CROISEMENT DE SON HISTOIRE ET DE SON AVENIR**

**LA CRISE ANGLOPHONE VERITABLE TOURMENT DANS L’HISTOIRE DU CAMEROUN DEPUIS LES INDEPENDANCES**

Hier encore, je regardais révulsé, les images des morts de Menka-Pinyin, département de la MEZAM dans la région du Nord-Ouest Cameroun ; je visionnais révolté, les images des dizaines de milliers de populations Camerounaises en quête d’un abri de fortune dans les régions dévastées du Nigeria et assistais à des luttes de mes compatriotes déplacés pour obtenir une portion de riz ; j’ai même aperçu, médusé des cadavres mutilés de militaires, de civils, tous Camerounais et je me demandais : POURQUOI ? Et si cette sale guerre se déplaçait à Douala et Yaoundé, ferions-nous toujours autant preuve d’indifférence face à toute cette souffrance de nos compatriotes des régions anglophones ?

Je suis un homme politique doublé d’un homme de savoir et c’est ma responsabilité de dire ce que m’inspire une dérive grave de notre idéal de vie communautaire. Il est temps que je dise ma position face à un péril insidieux qui menace la nation camerounaise, un cancer captieux et sournois qui ronge les tréfonds de cette société conçue sur un modèle dit jacobin, mais que les réalités sociologiques contraires risquent de ramener à une nature qui est peut-être sa véritable destinée. A moins que… A moins que tous ensemble, nous prenions la mesure de la déliquescence de cet idéal unitaire à la lueur de la connaissance de notre histoire et que nous décidions de faire des choix rationnels et non dogmatiques. « Une nation est d’abord une âme » nous disait Ernest Renan, eh bien, cette dernière s’alimente de symboles inspirés d’une rationalité téléologique qui confère à l’âme à la fois un corps et une direction.

Il m’arrive de lire ici et là quelques sophismes prenant la forme de « vérités essentielles », assénés par les idéologues patentés de l’Etat tribalisé du Cameroun avec une aisance déconcertante, un tel considérant que d’autres camerounais pratiquent de l’ethno fascisme (néologisme emprunté à des vocables relatifs à d’autres réalités, en d’autres temps et sous d’autres cieux mais réappropriés par nos intellectuels dans des contextes tropicaux-Adaptations à la sauce camerounaise dirons-nous). Alors, dans ces moments-là, je comprends que la sagesse a vraiment déserté mon pays natal ; je comprends les ravages séculaires consécutifs à la destruction de nos repères précoloniaux et les replis identitaires subséquents aux invasions coloniales se manifestant par la réappropriation précipitée des vestiges de nos cultures détruites par l’uniformisation du colon.

Me taire serait donc renoncer à mon rôle d’éclaireur, ce serait renier mon idéal patriotique et fédérateur face à ma nation en danger, ce serait faire preuve d’irresponsabilité. Nous avons le devoir de dénoncer toutes les injustices qu’elles soient pratiquées par nous ou par les autres.

Mais faisons un peu de sociologie politique et prenons de la hauteur afin de s’essayer à l’intelligibilité des contractions et prédations criminogènes qui secouent le Cameroun.

**DE LA DIACHRONIE DES NATIONS MODERNES**

* **SUR LE PLAN SOCIOLOGIQUE : Organicisme contre volontarisme Renanien**

Johann Herder, philosophe et théologien allemand du XIXe siècle a développé une théorie de la nation sur la base conceptuelle d’un organisme vivant. Pour lui, une nation est loin d’être une idée abstraite mais une communauté d’hommes ayant le même sang et partageant la même culture : le peule (volk).

Ce que Herder défendait s’est trouvé amendé par Fichte, influencé par la révolution française, qui a pris en considération la novation conceptuelle proposée par Ernest Renan qui pose comme critères d’appartenance nationale le **« désir de vivre ensemble »**, **la volonté de continuer à faire valoir l’héritage qu’on a reçu des aînés.**

Ainsi, pour les organicistes, les nations sont des organismes vivants ; Elles sont constituées d’organes tels que des jambes, des bras, un squelette, et surtout une tête qui en assure la survie ainsi que les orientations fondamentales. Les cellules sont l’unité élémentaire fondatrice des membres. Cette conception de la société est le substrat conceptuel de la pensée organiciste dite organicisme, pour laquelle les sociétés sont des totalités sociales organiques et les individus n’en sont que des composantes. C’est ainsi que pour Herder au XIXe siècle, la nation est devenue l’entité organique et sociale par excellence. Sous cet angle, la nation prend la forme d’un « être collectif » qui devient le véritable acteur de l’histoire, les individus qui le composent n’étant que les cellules d’un organisme dont la vie est plus longue et importante. Parmi ces organes, il y en qui sont vitaux et d’autres qui en assurent le bon fonctionnement, certains contribuent à la régulation globale du corps institutionnel ainsi constitué.

* **L’ETAT-NATION ET LA QUESTION DE LA CITOYENNETE**

Dans la plupart des Etats de la postmodernité, l’Etat a précédé la nation sauf dans le cas de nations organiques comme l’Allemagne où le droit du sang a toujours été le socle de la citoyenneté avant qu’elle aussi ne se convertisse à la citoyenneté d’acquisition. En France par exemple, la nation est née de la révolution de 1789 qui a inventé cette acception de Nation adossée à un organe supranational qui en soit l’incarnation formelle : l’Etat.

Qu’est-ce-à dire ? Il s’agit de savoir si l’on naît citoyen d’un Etat ou si on peut le devenir par acquisition. Pour ce qui est de nations que les USA, terre d’immigration, la citoyenneté a toujours été liée à la simple présence du natif sur le sol américain ; il en est de même pour la France, alors que dans les pays germaniques, la nationalité est liée à la filiation, donc au sang. D’où la distinction récurrente entre le jus solis (droit du sol) et jus sanguinis (droit du sang).

La synthèse de ces conceptions de la Nation est que le contrat social qui en résulte donne naissance à un organe institutionnel supranational qu’est l’Etat, garant des libertés individuelles. Mais comment naissent les Nations ?

* **L’ECLAIRAGE DE L’HISTOIRE**

Dans le cas des nations de la postmodernité, force est de constater que les différentes unités constitutionnelles se sont faites dans la brutalité. Jetons un regard synoptique dans l’anamnèse de quelques nations du monde.

En France avec les différentes conquêtes du roi soleil (Louis XIV dont le règne fut une suite ininterrompue de conquêtes territoriales ; en somme 33 années de conflits en 54 années de règne), à la suite de la guerre de cent ans qui opposa la France à l’Angleterre entre 1337 et 1453, ensuite les guerres avec l’Espagne (de 1635 à 1659 qui se conclurent par le traité des Pyrénées) puis avec l’Allemagne dès 1870, dont il reste les vestiges avec les département d’Alsace et de la Lorraine dont les statuts particuliers continuent d’alimenter quelques traitements différenciés négociés lors de leur rattachement à la France.

Aux Etats-Unis, la guerre de sécession (1861-1865) fit plus de 600 0000 morts dans des conditions de guerre atroce et aboutit pourtant à consolider le plus grand ensemble géopolitique au monde depuis 2 siècles.

Un regard antérieur nous permet d’appréhender l’empire chinois sous le prisme des dynasties (depuis la dynastie des Xia du XXIIe au XVIIe siècle av J .C) jusqu’à la république de Chine en 1911, puis, la chine populaire de Mao Tsé-toung constituée dès 1949, dont la grande révolution engendra une famine qui fit plus de 36 millions de victimes de 1958 à 1962. Et l’on pourrait ainsi narrer l’histoire des nations à l’infini car, aucune ne s’est constituée paisiblement.

En Europe, plus généralement, le moyen-âge chrétien fut le théâtre de toutes sortes de massacres qui commencèrent avec la chute de l’empire romain à la faveur des invasions barbares en 476 après JC et jusqu’à la chute de Constantinople en 1453. Les temps modernes que les historiographes situent entre 1453 et 1789, furent le principal lieu d’application de la féodalité et le règne de suzerains qui asservissaient des vassaux par la guerre et l’emprise territoriale qu’ils exerçaient par la suite sur leurs biens et propriétés.

**EN AFRIQUE, QUE SE PASSA-T-IL ?**

En Afrique, les nations connurent la domination coloniale et tant au Maghreb qu’au sud du Sahara, les pays subirent le joug phagocytaire et l’aliénation des peuples dominateurs qui, non seulement s’évertuèrent à balayer les vestiges culturels, mais prirent un docte plaisir à étudier les mécanismes sociologiques de fabrication de l’esprit de ces « peuplades » (terme péjoratif qu’ils utilisaient pour qualifier ceux qu’ils colonisaient). Faisant fi des capacités conceptuelles et autoorganisatrices des peuples conquis, les nouveaux venus s’évertuèrent à détruire l’idéal fédérateur que pouvaient manifester ces peuples et leur imposèrent une vision unipolaire du monde que certains au XIIIe siècle qualifiaient d’ethnocentrique et qui s’initiait d’une idéologie dite émancipatrice, fortement niveleuse, et présentée au monde sous l’acception d’un universalisme hérité des Lumières.

Cette nuance est de taille car, partir du postulat ex ante d’une vision universaliste, c’est dénier la possibilité aux autres de faire entendre la leur. En d’autres termes, c’est mettre les autres en situation d’infériorité structurelle, à défaut d’être naturelle.

La négation de l’autre vient de cette aperception subjective qui laisse à penser que nous devons obéir à la même lecture du monde et à une vision univoque de la réalité : ce qui est un dogme. Ce dogme entrainant de fait une praxis dogmatique consolidée par la puissance armée, a généré l’esclavage et son corollaire qu’est la colonisation puis les indépendances nées des luttes menées par les leaders tiers-mondistes (Cf. Conférence de Bandung du 18 au 24 avril 1955) et les peuples après les 2 guerres dites mondiales, pour leur émancipation.

Les indépendances africaines telles que nous les connaissons, n’ont quant à elles jamais cessé d’alimenter le sentiment d’une suspicion de prescience de l’ex colon, souvent à raison si l’on prend en compte plusieurs facteurs naturellement liés les uns aux autres :

* Les intérêts des anciens colons, comme le sous-sol, (uranium, pétrole, gaz), les matières premières alimentaires, les débouchés commerciaux (la balance commerciale de la France avec le Cameroun est quasi structurellement excédentaire, ce qui bien que justifiable économiquement ne l’est pas forcément politiquement)
* Les hommes liges qui leur servent de caution quant aux accusations de néocolonialisme (hommes au charisme très discutable très souvent choisis pour leur fidélité sans failles à la métropole depuis le début de la Ve République en France)
* Le maintien de ces derniers au pouvoir grâce aux accords de coopération notamment en matière militaire
* Les intérêts de ces anciennes colonies avec l’ex colon en matière de convertibilité de sa devise (la parité du FCFA avec l’euro à change fixe)
* Le maintien de zones d’influence pour l’ancienne métropole dont le rayonnement international se fait grâce à ce prestige aisément conféré par ce qu’il a été convenu de qualifier depuis des années de pré carré africain de la France…

Toutefois, il est important de garder présent à l’esprit que les nations ont un ensemble d’intérêts très souvent convergents qui en alimentent les relations. En d’autres termes, si les différents accords n’ont pas été dénoncés à ce jour, c’est que ces nations continuent d’y trouver matière à sédimentation de leurs visées prospectives pour leurs biens respectifs.

**EN SYNTHESE**

Les nations modernes étant toutes issues de conflits plus ou moins violents, ont engendré des formes modernes d’Etats que l’on assimile souvent à tort à des Etats-Nations. Ces excroissances étatiques ont commencé à prendre forme lors du congrès de Berlin en 1885 et les contours se sont précisés à la suite de la guerre 1914-18, à la faveur du succès militaire de la France et de la Grande Bretagne sur l’Allemagne, ces nations se partageant les territoires allemands lors du traité de Versailles en 1919.

**ET AU CAMEROUN ? QUELLE POSITION FACE A LA GUERRE DANS LA PARTIE ANGLOPHONE ?**

Le Cameroun est un pays où la nationalité s’acquiert à la fois par le sang et par le sol. Cette évidence ne doit aucunement nous dispenser de comprendre la genèse de la crise afin d’en comprendre les subtilités argumentatives et les velléités apagogiques. Elle est un préalable à l’intelligibilité de la réflexion sur la grave et sale guerre qui se déroule en ce moment dans les régions anglophones du Cameroun.

* **Premier problème : doit-on parler du Cameroun ou du Kamerun ?**

Officiellement, le Kamerun allemand est devenu Cameroun à la faveur de la 1ere guerre mondiale et plus particulièrement le 04 mars 1916, date du condominium entre France et Grande-Bretagne qui se partagent le pays en sphères d’influence. Dans la foulée, les accords Sykes-Picot du 16 mai 1916, du nom des 2 émissaires franco-anglais qui se partagent en cachette les possessions arabes du Moyen-Orient, et la déclaration Balfour de 1917 qui augure les troubles au proche orient entre Palestiniens et juifs (depuis devenu Israël le 14 mai 1948).

Cette entente entre puissances victorieuses s’est-elle faite au détriment des peuples ? Sans aucun doute, c’est même un néoplasme. Puisque les peuples n’ont jamais véritablement eu leur mot à dire en ces temps d’hyper domination coloniale, les administrations tant sous la domination allemande que sous celle française étant directes, c’est-à-dire centralisées. La tutelle française fut impitoyable en Afrique et détruisit dans les années 50 la marge de liberté relative des leaders indépendantistes avec une cruauté extrême, allégrement facilitée au Cameroun par des néo colons locaux tels que Louis-Paul Aujoulat, Charles Okala, Alexandre Douala Manga Bell, Paul Soppo Priso, etc…

Il n’en demeure pas moins que le statut de peuple sous tutelle s’inscrivait dans la continuité d’une doctrine dominimorphique qu’était le code de l’indigénat (qui instituait une franche différence entre citoyens français et sujets français entre 1887 et 1946 ; les lecteurs auront aisément reconnu la nature et les évidents privilèges respectifs afférents aux 2 catégories susmentionnées), régissant les rapports de la puissance tutélaire à ses vassaux et qui a prévalu durant tout le temps qu’a duré la colonisation (on n’échappe pas à ses certitudes depuis longtemps ancrées par des décennies, voire des siècles d’ethnocentrisme qui ont fait le lit de toutes les explorations européennes continentales depuis le moyen-âge).

Du côté anglais, l’ «Indirect rule » a permis une autonomie de gestion dans la plupart des contrées assujetties, ce qui laissait une relative autonomie aux peuples colonisés.

Les nouvelles entités géopolitiques en formation qu’étaient le Southern et le Northen Cameroons ont connu des tribulations et des oppositions entre le Dr Endeley et John Ngu Foncha formellement exprimées lors de la campagne du référendum pour un ralliement au Cameroun occidental. D’entre plusieurs référendums que l’histoire retint par la suite, le plus important pour la compréhension des revendications sécessionnistes du IIIe millénaire, est celui du 11 février 1961 qui entérina le rattachement du Southern Cameroons au Cameroun francophone.

* Supercherie de l’histoire, nous disent les entités séparatistes en 2018 ! C’est possible. Tout est possible. C’est d’autant plus possible que les élites qui ont voté ce ralliement à Foumban du 17 au 21 juillet 1961 ne nous avoueront jamais les motivations profondes de leurs choix de ralliement au Cameroun des Français. Etaient-ils guidés par l’idéal de reconstitution de l’ancien Kamerun allemand ou avaient-ils des raisons plus personnelles ayant justifié leurs choix ?

Ma réponse est que : NOUS NE LE SAURONS JAMAIS ! Et quand bien même nous le saurions, que ferions-nous ? Il ne faut pas mesurer l’avenir des nations à l’aune d’une lecture unipolaire, d’une vision univoque et circonstanciée, puisqu’anachronique et donc forcément biaisée de l’histoire. En d’autres termes, nous ne pouvons pas lire l’histoire et la juger avec les paradigmes d’aujourd’hui car nous serions alors dans un recommencement permanent.

* A titre d’exemple, doit-on refuser l’indépendance des nations africaines parce qu’elles furent conditionnées par l’acceptation de textes comminatoires et injonctifs imposés à nos leaders de l’époque, bien avant qu’ils ne prennent leurs fonctions suprêmes ? Ahmadou Ahidjo, choisi et mis en selle par Ramadier (arrivé le 03 février 1958) avait scellé le destin de son pays depuis 1958, avant même l’indépendance formelle de ce dernier en 1960, date choisie par la France. Doit-on faire marche arrière et refuser celle-ci ? Il me semble que le bon sens commande que non.

Ce que je dis aujourd’hui, c’est que nous avons quantité d’informations disponibles aux archives qui nous permettent de comprendre le passé, mais nous avons le devoir de construire le futur sur des bases saines. **Une nation est certes un passé commun dont la lecture n’évoque pas que des sentiments positifs à tous les protagonistes, mais c’est aussi et surtout une communauté de destins qu’il faut inventer ! Ce passé commun n’est pas univoque et se lit à travers le prisme de son propre vécu, donc de ses flétrissures mais il n’est pas figé puisqu’il donne sens à nos engagements futurs.**

**LES REVENDICATIONS SECESSIONNISTES SONT-ELLES JUSTIFIEES ?**

Loin de moi l’idée de me poser en procureur de l’histoire ou en juge de nos aînés. Je suis un homme de mon temps qui s‘en tient aux faits historiques et s’évertue à les analyser avec pragmatisme et objectivité.

Ainsi donc, il me semble évident que les revendications des séparatistes anglophones nous posent des cas de conscience évidents qui méritent que l’on s’interroge sur le fond. Par exemple : ***Pourquoi maintenant ? Que cachent-elles dans le fond ? Y a-t-il des substrats de vérité dans leurs combats ? Y trouve-t-on des fondements de sens quant à l’idéal qu’ils veulent pour les entités en constitution ?***

A ceux des francophones qui, à la faveur d’injonctions et de certitudes assertoriques nous assènent inlassablement leur **« Cameroun un et indivisible »**, je demande ceci : Connaissez-vous votre histoire ? La connaissez-vous bien ? Connaissez-vous celle de ce fameux 20 mai 1972 dont la première date était un 10 mai ? Connaissez-vous l’histoire du Cameroun fédéral et du congrès dit de Foumban du 17-21 juillet 1961 aboutissant à la création du Cameroun oriental le 1er octobre 1961 ? Avez-vous écouté (sans les légitimer certes), mais simplement pris la peine d’écouter les arguments des anglophones républicains dont certains prônent un Etat régionalisé, d’autres un Etat fédéral et certains même une décentralisation bien pensée ? Je ne fais pas ici allusion aux bêtes féroces, aujourd’hui fédérées en microconglomérats tyranniques qui opèrent exactions et prédations sur les populations dont ils prétendent défendre identité et intérêt mais aux populations et leaders politiques des régions anglophones.

**De quelle engeance tirent-ils seulement cette légitimité si ce n’est l’ochlocratie générée par la sénilité d’un régime centralisé incapable d’imagination, autiste et aux abois, qui ne rêve tant qu’à se succéder à lui-même par le truchement de toutes sortes d’artifices centrifuges dont il a cultivé les techniques d’extraversion depuis plusieurs décennies, et ainsi de suite, pérennisant son emprise mentale jusqu’à la fin des temps ???** Mais de ceci, il ne restera que cette faculté temporelle de rêver car tout objet n’existe que dans le temps et toutes les civilisations meurent un jour par des luttes internes ou des facteurs exogènes.

**Ceci est ma prophétie : Le régime actuel en vigueur au Cameroun depuis 36 ans mourra aussi, faute d’avoir su se réinventer, ou s’adapter à son époque et aux soubresauts qui à ce jour menacent profondément son équilibre. Car, ceci est inéluctable : Tout système est instable par nature jusqu’au jour où des forces plus fortes font exploser le noyau. Et ce changement aura irrépressiblement lieu, de notre vivant ou pas.**

Au Cameroun, les francophones ont hérité d’une conception unitaire de l’Etat fortement centralisé, à l’instar de leur modèle en France qui, lui-même a été démembré depuis 1982 par les lois Defferre Celles-ci ne se sont pas figées dans le temps puisqu’elles sont améliorées au fur et à mesure du fonctionnement des institutions. Ainsi les attributions respectives des régions, se voient-elles parfois déléguées aux départements et vice-versa et les communes se voient délestées du développement des territoires, au profit parfois des communautés de communes ou d’agglomérations qui en adoptent les responsabilités de développement économique.

Les élites francophones qui gèrent le Cameroun ont-elles pensé un développement des régions différent de la paupérisation généralisée qu’elles infligent aux territoires ruraux Camerounais depuis près de 40 ans ? A-t-on seulement pensé un démembrement intelligent du territoire non pas en unités déconcentrées mais en entités administratives décentralisées avec un arsenal de lois organiques et des délégations de responsabilités qui en permettent l’émancipation ? **L’idéal eudémonique des peuples peut-il l’instant d’une génération supplanter la pesanteur mortifère des calculs politiciens qui font le lit de tous affairismes, clientélismes et autres logiques centrifuges de prévarication d’une association de prébendiers qui se partagent les hypothèques d’une satrapie au crépuscule de son existence ? Car, la majorité des Camerounais l’ignorent mais la richesse que se partagent les Camerounais n’est pas de la création en valeur absolue, mais des hypothèques que la communauté internationale a sur le Cameroun en lui permettant une respiration artificielle. Il ne s’agit aucunement d’un tissu productif efficient, mais d’un effet de levier en constante renégociation (Pour explication, 1/3 du budget du Cameroun dépend de la dette extérieure de l’Etat, à la fois concessionnelle et non concessionnelle).**

Les images insupportables de cadavres éviscérés, de corps démembrés, et autres décapitations que nous avions coutume d’entrapercevoir dans les guerres asymétriques de Daech contre des citoyens occidentaux innocents inondent désormais les réseaux sociaux. Et là, il ne s’agit plus de Syrie ou d’Irak mais du Cameroun pays autrefois tant admiré que félicité pour son caractère pacifique et la tranquillité de ses plages. Le Cameroun, devenu depuis peu le théâtre de toutes sortes de crimes sanguinaires et crapuleux ; d’une part des militaires aux forces terrifiantes décuplées par la confrontation avérée avec la mort cachée sous le bosquet, dont l’instinct de survie ramené à l’état de nature engendre des actes de torture ignobles, d’autres part des séparatistes, dont les bandes décomplexées à la vue du supplice de militaires capturés ou blessés, se sont mués en bêtes sauvages dont l’odeur du sang devient le principal combustible. Ces groupes antagonistes se livrent une guerre totale au vu et au su des Camerounais (par smartphones interposés), compatriotes dont l’inertie aujourd’hui ne se justifie que par une stratégie de l’évitement et de la dénégation leur permettant de se donner bonne conscience.

**AU FINAL, QUELLE SOLUTION ADOPTER ?**

Nous ne reviendrons pas indéfiniment sur la question des causes de cette guerre tant elles sont plurifactorielles.

* Primo : le mépris de leurs territoires par les francophones érigés en corps social uniforme et perçus à travers le prisme d’un holisme simpliste, ne saurait justifier le soulèvement des séparatistes ambazoniens. Auquel cas, tous les natifs d’Eseka-Boumnyébel (bourgade dont je suis originaire et plus largement de la Sanaga Maritime), foyer de l’indépendance du Cameroun sous la houlette de Ruben Um Nyobe, population considérée comme laissée-pour-compte de la politique du renouveau, aurions déjà pris les armes depuis longtemps.
* Secundo : les anglophones souffrent-ils d’un regard déprécié de la part des Camerounais francophones ? C’est possible. Mais alors, il faudrait que se plaignent aussi les Bamilékés, les Bassas, et que dire des Nordistes (appelés péjorativement les wadjo) dont quantité de Camerounais pensent qu’ils n’ont jamais eu un quotient intellectuel autrement plus développé que les vendeuses de beurre bororo ? De plus, ils n’ont pas franchement été épargnés à la suite du coup d’Etat de 1984. Non, l’argument de la stigmatisation par la nature ne tient pas non plus.
* Tertio : il nous reste les revendications institutionnelles sur le fondement de leur existence en tant qu’entité indépendante dans l’entre 2 guerres. Cet argument peut justifier que l’on en discute, véhémentement même, s’il le faut, mais qu’au terme de la diatribe légale, formelle, que l’on détermine ensemble la forme la plus aboutie de notre cohabitation dans cet ensemble géopolitique qu’est le Cameroun afin que **toutes les composantes ethniques** du Cameroun y trouvent leur compte.

Ai-je bien parlé d’ethnie ? Oui j’ai dit !

Je dis que les revendications actuelles sont fortement liées à une autoreprésentation culturelle sur des bases ethno linguistiques héritées d’un double passé en tant que communauté se reconnaissant un lignage et une base culturelle communes et un même passé colonial sous domination anglaise.

Il est évident que les Camerounais francophones qui connaissent l’une des fragmentations ethno linguistiques les plus importantes d’Afrique, ne se trouvent eux-mêmes liés que par leur inféodation à un même joug colonial de nature unique, mais réussissent à se voir en tant que compatriotes à la faveur des interactions symboliques qui en ont accentué l’idéal patriotique. De ce fait, TANT QUE LES POPULATIONS DU CAMEROUN S’IDENTIFIERONT A LEUR ANCIENNE PUISSANCE TUTELAIRE, ELLES NE SAURAIENT BATIR UNE NATION UNITAIRE AYANT LES MEMES PERSPECTIVES. Il sera donc important dans les années à venir de trouver le socle fédérateur de toutes les entités socioculturelles du triangle national : cela passe aussi par la prise en considération de la représentation de l’antagoniste sur sa place au sein de l’Etat.

**AU FINAL…**

Mon constat amer est que nous sommes laissés enfermer dans des carcans idéologiques façonnés par des schémas identitaires congénitaux de notre aliénation néocoloniale, une identification à cette idée de la nation sans la repenser revient à nous imposer des servitudes identitaires dévoyées, puisque pensées par d’autres (Occam, Rousseau, Hobbes, Locke, Hume, etc…) dans d’autres contextes sociétaux, qu’ils ont inventés, pensés avant que de les implémenter. A la faveur de cette guerre que connaît le Cameroun, l’occasion nous est peut-être fournie de repenser nos identités plurielles sous le prisme d’un nouveau rapport à l’Etat et à notre rapport au corps social global. La survie de notre Nation et de son Etat (quelle qu’en soit la forme) en dépend.

Prof. Henri Georges Minyem

Président du parti politique LCN (LE CAMEROUNOUVEAU)

<http://www.georgesminyem.com>